

ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROOPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN PARLAIMINT NA HEORPA PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLAMENTS
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROPAPARLAMENTET

Direction Générale des Politiques Internes
Direction A - Affaires économiques et monétaires
Commission Spéciale TAXE
Rescrits fiscaux et autres mesures similaires par leur nature ou par leur effet
Le Président

Monsieur/Madame le Président,

L'Union européenne et le Parlement européen sont actifs depuis des années et sont de plus en plus étroitement impliqués dans la lutte contre l'évasion fiscale des entreprises et ensemble, avec nos États membres et les partenaires mondiaux comme l'OCDE et le G20, nous nous sommes engagés à continuer cette tâche ambitieuse.

Au sein de l'Union européenne, les divergences de législation et, plus encore de pratiques administratives, faussent gravement les conditions de concurrence, tant entre nos États qu'entre les grandes entreprises et les petites.

Au-delà des acteurs économiques directement concernés, les exemples récemment rendus publics par la presse ont suscité une forte émotion parmi les opinions publiques. Cette situation a conduit la Commission européenne à lancer plusieurs procédures d'enquête sur la possible entrave à la concurrence provoquée par des aides fiscales nationales. Elle a également annoncé une série de propositions pour appliquer rapidement les recommandations de l'OCDE au cas particulier de l'Union européenne.

De son côté, le Parlement européen a créé une commission temporaire spéciale sur le sujet. Sa mission est de connaître et de faire connaître les diverses législations nationales relatives à l'imposition des entreprises, d'en mesurer les conséquences sur les conditions de concurrence et de faire les recommandations qui lui paraîtront appropriées afin d'y porter remède. Comme vous le savez, pour tout ce qui concerne la fiscalité, la compétence revient entièrement aux gouvernements et aux parlements nationaux. Le Parlement européen ne dispose que d'un pouvoir d'avis, mais il a la responsabilité d'éclairer les choix nationaux en les encadrant dans une vision européenne globale.

Je tiens personnellement à associer à nos travaux les commissions compétentes des parlements nationaux qui le souhaiteront.

Dès maintenant, nous serions très intéressés de savoir si votre commission a travaillé sur les problèmes posés par l'évasion et l'optimisation fiscale, dans votre pays ou ailleurs. Est-elle amenée à être saisie ou à être consultée sur les pratiques de l'administration fiscale telle que le ruling ? A-t-elle constaté que des entreprises multinationales parvenaient à transférer ailleurs l'impôt correspondant aux bénéfices engendrés par ses activités situées dans votre pays ? J'insiste sur le fait que nos interrogations portent sur les textes et sur la pratique, mais en aucun cas sur les dossiers particuliers de telle ou telle entreprise, évidemment couverts par la confidentialité due en matière fiscale.

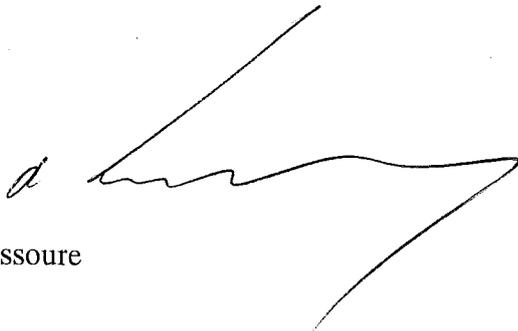
.../...

.../...

Nos rapporteurs, la députée européenne Elisa Ferreira et le député européen Michael Theurer, ainsi que moi-même sommes à votre disposition pour tout type d'échange qui vous paraîtrait approprié et serions heureux de recevoir vos contributions écrites sur ce sujet d'ici la fin du mois de mai 2015.

En outre, lorsque nous aurons suffisamment avancé dans nos travaux et avant d'y apporter la conclusion finale, nous avons l'intention d'organiser un rencontre interparlementaire, à laquelle nous serons heureux d'inviter nos homologues des parlements nationaux. Cette rencontre est prévue le 17 juin (matin) à Bruxelles et un projet d'ordre du jour de cet évènement vous parviendra dans les meilleurs délais.

En vous remerciant de l'intérêt que vous porterez à cette initiative, je vous prie de croire, Monsieur/Madame le Président, à l'expression de ma considération distinguée.

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of fluid, connected strokes. The signature is positioned to the right of the name 'Alain Lamassoure'.

Alain Lamassoure